

INSTRUCTION

N° 02-004-B1 du 18 janvier 2002

NOR : BUD R 02 00004 J

Texte publié au **Bulletin Officiel de la Comptabilité Publique**

RÉFORME DE LA NOMENCLATURE DES PIÈCES JUSTIFICATIVES EN MATIÈRE
D'ACQUISITIONS IMMOBILIÈRES AMIALES OU FORCÉES PAR L'ÉTAT.

ANALYSE

Date d'application : 13/07/2001

MOTS-CLÉS

DÉPENSE ; ADMINISTRATION DE L'ÉTAT ; NOMENCLATURE ; PIÈCES JUSTIFICATIVES ; ACQUISITION ;
IMMEUBLE ; CONSERVATION DES HYPOTHÈQUES

DOCUMENTS À ANNOTER

Néant

DOCUMENTS À ABROGER

Néant

DESTINATAIRES POUR APPLICATION

ACT	RGP	PGT	TPGR	TPG	DOM	TGAP						

DIFFUSION

G 2

DIRECTION GÉNÉRALE DE LA COMPTABILITÉ PUBLIQUE

5^{ème} Sous-direction - Bureau 5C

SOMMAIRE

RÉFORME DE LA NOMENCLATURE DES PIÈCES JUSTIFICATIVES EN MATIÈRE D'ACQUISITIONS IMMOBILIÈRES AMIABLES OU FORCÉES PAR L'ÉTAT	3
1. LES NOUVELLES PIÈCES DÉLIVRÉES PAR LES CONSERVATIONS DES HYPOTHÈQUES	3
1.1. Le certificat de dépôt appelé aussi "relevé de formalités" :	3
1.2. Le bulletin de dépôt	4
2. APPLICATION PRATIQUE.....	5
2.1. Certificat de dépôt négatif.....	5
2.2. Certificat de dépôt positif.....	5
2.3. Découverte d'une inscription après paiement par le comptable	6

LISTE DES ANNEXES

ANNEXE N° 1 : Arrêté du 21 mars 2001 modifiant l'arrêté du 6 juillet 2000 fixant la liste des bureaux des hypothèques dont le registre des dépôts et le fichier immobilier sont informatisés (BOI n° 102 du 6 juin 2001 – Instruction DGI n° 10 B-1-01 du 30 mai 2001).	7
ANNEXE N° 2 : Articles 2196 à 2203-1 du code civil	10
ANNEXE N° 3 : Tableau comparatif récapitulant les modifications et compléments apportés à la nomenclature de 1995.	13

RÉFORME DE LA NOMENCLATURE DES PIÈCES JUSTIFICATIVES EN MATIÈRE D'ACQUISITIONS IMMOBILIÈRES AMIABLES OU FORCÉES PAR L'ÉTAT

La circulaire du ministère du budget du 12 avril 1995 relative à la nomenclature des pièces justificatives des dépenses de l'Etat énumère les pièces nécessaires au paiement des sommes dues dans le cadre des acquisitions immobilières amiables ou forcées de l'Etat.

A l'heure actuelle, les conservations des hypothèques rencontrent des difficultés dans la délivrance de deux pièces prévues par la nomenclature précitée :

- l'état des inscriptions délivré par le conservateur des hypothèques (pièce 1.1.6, titre 7 et pièce 1.7.1 titre 7 de la nomenclature précitée) ;
- l'expédition de l'acte revêtu de la mention de la publication au fichier immobilier (pièce 1.1.3 titre 7 de la nomenclature précitée ; cette désignation est à substituer à la précédente qui visait un « acte de vente notarié ou administratif qui doit faire l'objet d'une publication au fichier immobilier »).

Les variations des flux des formalités reçues conjuguées au processus d'informatisation en cours des conservations des hypothèques peuvent avoir une incidence sur le délai nécessaire à l'obtention des documents susvisés.

Toutefois, ces difficultés peuvent être résolues dans les conservations des hypothèques informatisées grâce à une évolution récente de la législation.

A cet égard, les arrêtés du 21 mars 2001 et du 6 juillet 2000 fixent la liste des bureaux des hypothèques dont le registre des dépôts et le fichier immobilier sont informatisés (cf : annexe 1). Cette liste des conservations des hypothèques nouvellement informatisées est mise à jour annuellement.

Le paiement des sommes précitées pourra désormais être effectué au vu de nouveaux documents délivrés par ces conservations des hypothèques.

La présente instruction a pour objet de présenter d'une part les nouvelles pièces délivrées par les conservations des hypothèques informatisées et d'autre part, les conséquences pratiques de cette réforme.

Vous trouverez en annexe 3 un tableau comparatif récapitulant les modifications et compléments apportés à la nomenclature de 1995.

1. LES NOUVELLES PIÈCES DÉLIVRÉES PAR LES CONSERVATIONS DES HYPOTHÈQUES

Dans le cas où le retard dans la publication de l'acte ne permet pas au service des hypothèques de renvoyer rapidement l'expédition au déposant ainsi que l'état intégral des inscriptions hypothécaires effectivement inscrites jusqu'à la date de l'acte, les conservations des hypothèques informatisées sont susceptibles de délivrer très rapidement des documents permettant de procéder au paiement du prix.

1.1. LE CERTIFICAT DE DÉPÔT APPELÉ AUSSI "RELEVÉ DE FORMALITÉS" :

La loi n° 98-261 du 6 avril 1998, portant réforme de la réglementation comptable et adaptation du régime de la publicité foncière a adapté la réglementation, issue des décrets n° 55-22 du 4 janvier 1955 et n° 55-1530 du 14 octobre 1955, à l'informatisation des bureaux des hypothèques.

Les décrets n° 98-516 du 23 juin 1998 et n° 98-553 du 3 juillet 1998 fixent les modalités d'application de la loi.

L'article 2203-1 du code civil, issu de cette réglementation, prévoit que les bureaux des hypothèques, dont les registres sont informatisés, délivrent un certificat des formalités acceptées au dépôt et en instance d'enregistrement au fichier immobilier sur les immeubles individuellement désignés dans la demande de renseignements.

En conséquence, l'état-réponse délivré par les conservations des hypothèques informatisées connaissant du retard, est constitué, pour l'immeuble interrogé par :

- des copies de fiches de personnes et/ou des immeubles couvrant la période antérieure à la date de mise en place du fichier informatisé ;
- un relevé de formalités publiées pour la période comprise entre la date de mise en place du fichier informatisé et la date de mise à jour du fichier immobilier ;
- un certificat de dépôt mentionnant les formalités en instance de traitement au fichier immobilier mais inscrites au registre des dépôts, depuis la date de mise à jour du fichier immobilier jusqu'à la date de dépôt de l'acte de vente qui accompagne la demande de renseignements.

L'article 8-1 nouveau du décret du 4 janvier 1955 modifié (notamment par le décret du 23 juin 1998) détaille le contenu du certificat de dépôt :

- date et numéro du dépôt ;
- qualification juridique de l'acte ;
- nom de l'officier public ou ministériel rédacteur ou indication de l'autorité administrative ou judiciaire ;
- date de l'acte.

En outre, le système informatisé présente la désignation sommaire des parties.

L'état-réponse délivré est daté, signé et certifié par le conservateur des hypothèques.

L'état-réponse constitué des copies de fiches, du relevé des formalités et du certificat de dépôt peut se substituer à l'état hypothécaire visé par la nomenclature de 1995, pour les conservations des hypothèques informatisées.

Par conséquent, le comptable pourra effectuer le paiement :

- soit au vu de l'état des inscriptions hypothécaires prévu par la nomenclature de 1995 (pièce 1.1.6 titre 7 de la nomenclature précitée) ;
- soit au vu de l'état-réponse ci-dessus détaillé, certifié par le conservateur.

1.2. LE BULLETIN DE DÉPÔT

Afin de pallier le retard dans le renvoi par le conservateur des hypothèques de l'expédition de l'acte revêtu de la mention de publication (pièce 1.1.3 titre 7 de la nomenclature précitée), le rédacteur de l'acte pourra demander un bulletin de dépôt signé par le conservateur des hypothèques.

Le bulletin de dépôt atteste du dépôt de l'acte, de ses références de publication et son instance de publication au fichier.

En conclusion, lors du paiement des acquisitions immobilières de l'Etat, le comptable peut être confronté à deux situations :

- Soit, il est en possession des pièces prévues par la nomenclature de 1995 :
 - l'état des inscriptions délivré par le conservateur des hypothèques à la date du dépôt de l'acte d'acquisition (pièce 1.1.6 titre 7 de la nomenclature précitée) ;
 - l'expédition de l'acte revêtu de la mention de la publication au fichier immobilier (pièce 1.1.3 titre 7 de la nomenclature précitée).

- Soit, il dispose des nouveaux documents fournis par les conservations des hypothèques informatisées :
 - un état-réponse comprenant des copies de fiches, le relevé des formalités publiées et le certificat de dépôt ;
 - un bulletin de dépôt de l'acte, si le rédacteur en a fait la demande.

L'ensemble des autres pièces prévues par la nomenclature de 1995 continuent d'être nécessaires pour procéder au paiement des sommes dues au titre des acquisitions amiables ou forcées par l'Etat.

2. APPLICATION PRATIQUE

Il est rappelé que l'article 2200 du code civil (cf. annexe 2) dispose que :

- les conservateurs seront tenus d'avoir un registre sur lequel ils inscriront, jour par jour, et par ordre numérique, les remises qui leur seront faites d'actes, décisions judiciaires, bordereaux et, plus généralement, de documents déposés en vue de l'exécution d'une formalité de publicité (alinéa 1^{er}) ;
- ils ne pourront exécuter les formalités qu'à la date et dans l'ordre des remises qui leur auront été faites (alinéa 2).

Dans les conservations des hypothèques informatisées, un document informatique tient lieu de registre (article 2201 du code civil ; cf. annexe 2).

Toutefois, que les conservations soient informatisées ou non, la date de dépôt des documents déposés reste prépondérante : le document prend rang à la date de son dépôt et non à la date calendaire de son annotation au fichier (article 2200 du code civil, alinéa 2 ; cf. annexe 2).

En conséquence, le retard (entre la date de dépôt et celle de l'annotation au fichier) lié à l'informatisation n'a aucune influence sur le rang des documents déposés.

Le comptable peut se trouver confronté à plusieurs cas.

2.1. CERTIFICAT DE DÉPÔT NÉGATIF

La délivrance par le conservateur des hypothèques d'un certificat de dépôt négatif ou comportant la seule référence à la formalité de l'acte de vente qui accompagne la demande de renseignements signifie qu'aucune formalité n'est intervenue ou n'est en attente de publication au fichier immobilier (pour la période de mise à jour du fichier jusqu'au terme de la période de certification indiquée dans la demande de renseignements).

Le comptable peut alors procéder au paiement dès lors que les copies de fiches et le relevé de formalités sont également négatifs et que toutes les autres pièces prévues par la nomenclature de 1995 sont jointes.

2.2. CERTIFICAT DE DÉPÔT POSITIF

Un certificat de dépôt est positif lorsqu'il présente des formalités déposées entre la date de mise à jour du fichier et la date de dépôt de la demande de renseignements.

Les formalités figurant dans le certificat de dépôt sont délivrées avec les indications suivantes :

- date et numéro de dépôt ;
- qualification juridique de l'acte (hypothèque, mutation, saisie,...) ;
- nom de l'officier public ou ministériel rédacteur ou indication de l'autorité administrative ou judiciaire ;
- date de l'acte ;
- désignation sommaire des parties.

Si un certificat de dépôt positif est délivré, le paiement ne peut intervenir qu'après publication de l'acte au fichier immobilier, sur la base d'un certificat de radiation des inscriptions prises délivré par le conservateur ou d'une quittance notariée portant mainlevée ou après intervention de tous les créanciers à l'acquit (pièce 1.2.1, titre 7 de la circulaire du ministère du budget du 12 avril 1995).

La procédure est identique lorsque l'état hypothécaire des formalités publiées ou les copies de fiches s'avèrent positifs.

Toutefois, pour les actes en la forme authentique passés devant notaire, les comptables publics sont, en vertu de l'article L 10 du code du domaine de l'Etat, déchargés de toute responsabilité par la remise des fonds au notaire rédacteur de l'acte auquel il appartient de procéder, s'il y a lieu, sous sa responsabilité, à la purge de tous privilèges ou hypothèques.

2.3. DÉCOUVERTE D'UNE INSCRIPTION APRÈS PAIEMENT PAR LE COMPTABLE

Un créancier inscrit sur l'immeuble peut contester le paiement effectué par le comptable car il bénéficie d'un privilège ou d'une sûreté *antérieur* à l'acquisition de l'immeuble par l'Etat, inscription non révélée dans les documents produits et certifiés par le conservateur des hypothèques.

Dans ce cas, il convient de se reporter aux dispositions de l'article 2198 du code civil (cf. annexe 2).

La responsabilité personnelle et pécuniaire du comptable (article 12 B et 19 du décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique et article 60 de la loi de finances n° 63-156 du 23 février 1963) ne peut être mise en cause pour non respect des règles de l'acquit libératoire.

En effet, qu'il s'agisse de la délivrance de copies de fiches, d'un état hypothécaire des formalités publiées ou d'un certificat de dépôt, le conservateur des hypothèques certifie l'exhaustivité des formalités révélées, ainsi que la nature et le contenu des informations délivrées, sous peine d'engager sa responsabilité, conformément aux dispositions de l'article 2197 du code civil (cf. : annexe 2).

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE LA COMPTABILITÉ PUBLIQUE

Pour le Directeur Général de la Comptabilité Publique

L'INSPECTEUR DES FINANCES CHARGÉ DE LA 5^{ème} SOUS-DIRECTION

JEAN-LOUIS ROUQUETTE

ANNEXE N° 1 : Arrêté du 21 mars 2001 modifiant l'arrêté du 6 juillet 2000 fixant la liste des bureaux des hypothèques dont le registre des dépôts et le fichier immobilier sont informatisés (BOI n° 102 du 6 juin 2001 – Instruction DGI n° 10 B-1-01 du 30 mai 2001).

BULLETIN OFFICIEL DES IMPÔTS

DIRECTION GÉNÉRALE DES IMPÔTS

10 B-1-01

N° 102 du 6 JUIN 2001

10 P.F. / 2 - B0

Instruction du 30 MAI 2001

ARRÊTÉ DU 21 MARS 2001 MODIFIANT L'ARRÊTÉ DU 6 JUILLET 2000 FIXANT LA LISTE DES BUREAUX DES HYPOTHÈQUES DONT LE REGISTRE DES DÉPÔTS ET LE FICHIER IMMOBILIER SONT INFORMATISÉS

(Journal officiel du 7 avril 2001, p 5401)

NOR : ECO L 01 00060 A

[Bureau F2]

ANNEXE N° 1 (suite)

Arrêté du 21 mars 2001 modifiant l'arrêté du 6 juillet 2000 fixant la liste des bureaux des hypothèques dont le registre des dépôts et le fichier immobilier sont informatisés

(Journal officiel du 7 avril 2001, p 5401)

La secrétaire d'Etat au budget,

Vu l'article 2203-1 du code civil ;

Vu le décret n° 55-22 du 4 janvier 1955 modifié portant réforme de la publicité foncière, et notamment son article 8-1 ;

Vu le décret n° 55-1350 du 14 octobre 1955 modifié pris pour l'application du décret n° 55-22 du 4 janvier 1955 modifié, et notamment son article 53-1 ;

Vu l'arrêté du 6 juillet 2000 fixant la liste des bureaux des hypothèques dont le registre des dépôts et le fichier immobilier sont informatisés,

Arrête :

Article 1er – L'article 1er de l'arrêté du 6 juillet 2000 susvisé est complété conformément au tableau ci-après :

DÉPARTEMENTS	BUREAUX
Ain	Bourg-en-Bresse
Aisne	Laon
Ardèche	Tournon
Aube	Troyes (2e bureau)
Aveyron	Millau, Rodez
Cantal	Aurillac
Charente-Maritime	Rochefort
Côte-d'Or	Dijon (1er et 2e bureau)
Côtes-d'Armor	Saint-Brieuc
Eure-et-Loir	Chartres
Finistère	Quimper (1er et 2e bureau)
Gironde	Bordeaux (1er et 2e bureau)
Ille-et-Vilaine	Vitré
Loire	Roanne
Loire-Atlantique	Nantes (2e bureau)
Loiret	Montargis

ANNEXE N° 1 (suite et fin)

DÉPARTEMENTS	BUREAUX
Lot-et-Garonne	Agen, Villeneuve-sur-Lot
Marne	Reims
Haute-Marne	Chaumont
Nord	Lille (2e et 3e bureau)
Oise	Clermont-de-l'Oise
Pas-de-Calais	Béthune (1er et 2e bureau)
Puy-de-Dôme	Clermont-Ferrand
Pyrénées-Orientales	Perpignan (2e bureau)
Haute-Savoie	Thonon
Paris (ville de)	Paris (1er et 3e bureau)
Seine-et-Marne	Fontainebleau
Yvelines	Versailles (3e bureau)
Deux-Sèvres	Niort
Somme	Abbeville
Vaucluse	Avignon (1er et 2e bureau)
Vendée	La Roche-sur-Yon, Fontenay-le-Comte
Vienne	Châtellerault
Vosges	Saint-Dié
Essonne	Corbeil (3e bureau)
Seine-Saint-Denis	Noisy-le-Sec (3e bureau)
Val-de-Marne	Créteil (3e et 4e bureau)
Val-d'Oise	Ermont

Article 2 - Le présent arrêté sera publié au Journal officiel de la République française.

Fait à Paris, le 21 mars 2001

Pour la secrétaire d'Etat et par délégation :

Le directeur, adjoint
au directeur général des impôts,

B. PARENT

ANNEXE N° 2 : Articles 2196 à 2203-1 du code civil

CODE CIVIL

Chapitre X : De la publicité des registres et de la responsabilité des conservateurs

Article 2196

(Décret n° 55-22 du 4 janvier 1955 art. 8 Journal Officiel du 7 janvier 1955)

(Ordonnance n° 67-839 du 28 septembre 1967 art. 6 Journal Officiel du 29 septembre 1967)

Les conservateurs des hypothèques sont tenus de délivrer, à tous ceux qui le requièrent, copie ou extrait des documents, autres que les bordereaux d'inscription, déposés à leur bureau dans la limite des cinquante années précédant celle de la réquisition, et copie ou extrait des inscriptions subsistantes ou certificat qu'il n'existe aucun document ou inscription entrant dans le cadre de la réquisition.

Ils sont également tenus de délivrer sur réquisition, dans un délai de dix jours, des copies ou extraits du fichier immobilier ou certificat qu'il n'existe aucune fiche entrant dans le cadre de la réquisition.

Article 2197

(Décret n° 59-89 du 7 janvier 1959 art. 13 Journal Officiel du 8 janvier 1959)

Ils sont responsables du préjudice résultant :

1° Du défaut de publication des actes et décisions judiciaires déposés à leurs bureaux, et des inscriptions requises, toute les fois que ce défaut de publication ne résulte pas d'une décision de refus ou de rejet ;

2° De l'omission, dans les certificats qu'ils délivrent, d'une ou de plusieurs des inscriptions existantes, à moins dans ce dernier cas, que l'erreur ne proviât de désignations insuffisantes ou inexactes qui ne pourraient leur être imputées.

Article 2198

(Décret n° 59-89 du 7 janvier 1959 art. 13 Journal Officiel du 8 janvier 1959)

(Ordonnance n° 67-839 du 28 septembre 1967 art. 7 Journal Officiel du 29 septembre 1967)

Lorsque le conservateur, délivrant un certificat au nouveau titulaire d'un droit visé à l'article 2181, omet une inscription de privilège ou d'hypothèque, le droit demeure dans les mains du nouveau titulaire, affranchi du privilège ou de l'hypothèque non révélé, pourvu que la délivrance du certificat ait été requise par l'intéressé en conséquence de la publication de son titre. Sans préjudice de son recours éventuel contre le conservateur, le créancier bénéficiaire de l'inscription omise ne perd pas le droit de se prévaloir du rang que cette inscription lui confère tant que le prix n'a pas été payé par l'acquéreur ou que l'intervention dans l'ordre ouvert entre les autres créanciers est autorisée.

ANNEXE N° 2 (suite)

Article 2199

(Décret n° 59-89 du 7 janvier 1959 art. 13 Journal Officiel du 8 janvier 1959)

En dehors des cas où ils sont fondés à refuser le dépôt ou à rejeter une formalité, conformément aux dispositions législatives ou réglementaires, sur la publicité foncière, les conservateurs ne peuvent refuser ni retarder l'exécution d'une formalité ni la délivrance des documents régulièrement requis, sous peine des dommages et intérêts des parties ; à l'effet de quoi, procès-verbaux des refus ou retards seront, à la diligence des requérants, dressés sur-le-champ, soit par un juge du tribunal d'instance, soit par un huissier audiencier du tribunal, soit par un autre huissier ou un notaire assisté de deux témoins.

Article 2200

(Décret n° 55-22 du 4 janvier 1955 art. 50 Journal Officiel du 7 janvier 1955)

(Décret n° 59-89 du 1 juillet 1959 art. 13 Journal Officiel du 8 janvier 1959)

(Décret n° 60-4 du 6 janvier 1960 art. 1 Journal Officiel du 12 janvier 1960)

Les conservateurs seront tenus d'avoir un registre sur lequel ils inscriront, jour par jour, et par ordre numérique, les remises qui leur seront faites d'actes, décisions judiciaires, bordereaux et, généralement, de documents déposés en vue de l'exécution d'une formalité de publicité.

Ils ne pourront exécuter les formalités qu'à la date et dans l'ordre des remises qui leur auront été faites.

Chaque année, une reproduction des registres clôturés pendant l'année précédente sera déposée sans frais au greffe d'un tribunal de grande instance ou d'un tribunal d'instance situés dans un arrondissement autre que celui où réside le conservateur.

Le tribunal au greffe duquel sera déposée la reproduction sera désigné par arrêté du ministre de la justice.

Un décret déterminera les modalités d'application du présent article et, notamment, les procédés techniques susceptibles d'être employés pour l'établissement de la reproduction à déposer au greffe.

Article 2201

(Décret n° 59-89 du 7 janvier 1959 art. 13 Journal Officiel du 8 janvier 1959)

(Loi n° 98-261 du 6 avril 1998 art. 14 Journal Officiel du 7 avril 1998 en vigueur le 1er juillet 1998)

Le registre tenu en exécution de l'article précédent est coté et paraphé à chaque page, par première et dernière, par le juge d'instance dans le ressort duquel le bureau est établi. Il est arrêté chaque jour.

Par dérogation à l'alinéa précédent, un document informatique écrit peut tenir lieu de registre ; dans ce cas, il doit être identifié, numéroté et daté dès son établissement par des moyens offrant toute garantie en matière de preuve.

Article 2202

(Loi n° 46-2154 du 7 octobre 1946 art. 38))

(Loi n° 56-780 du 4 août 1956 art. 94 Journal Officiel du 7 août 1956)

Les conservateurs sont tenus de se conformer, dans l'exercice de leurs fonctions, à toutes les dispositions du présent chapitre, à peine d'une amende de 200 F à 2.000 F pour la première contravention, et de destitution pour la seconde ; sans préjudice des dommages et intérêts des parties, lesquels seront payés avant l'amende.

ANNEXE N° 2 (suite et fin)

Article 2203

(Loi n° 56-780 du 4 août 1956 art. 94 Journal Officiel du 7 août 1956)

(Ordonnance n° 59-71 du 7 janvier 1959 art. 1 Journal Officiel du 8 janvier 1959)

Les mentions de dépôts sont faites sur le registre dont la tenue est prescrite par l'article 2200, de suite, sans aucun blanc ni interligne, à peine, contre le conservateur, de 400 F à 4.000 F d'amende, et des dommages et intérêts des parties, payables aussi par préférence à l'amende .

Article 2203-1

*(inséré par Loi n° 98-261 du 6 avril 1998 art. 15 Journal Officiel du 7 avril 1998
en vigueur le 1er juillet 1998)*

Dans les bureaux des hypothèques dont le registre est tenu conformément aux dispositions du deuxième alinéa de l'article 2201, il est délivré un certificat des formalités acceptées au dépôt et en instance d'enregistrement au fichier immobilier sur les immeubles individuellement désignés dans la demande de renseignements. Un décret en Conseil d'Etat précise le contenu de ce certificat.

ANNEXE N° 3 : Tableau comparatif récapitulant les modifications et compléments apportés à la nomenclature de 1995.

	Ancienne rédaction	Nouvelle rédaction
Acquisition amiable	<p>Titre 7, pièce 1.1.3 : « acte de vente notarié ou administratif qui doit faire l'objet d'une publication au fichier immobilier »</p> <p>Titre 7, pièce 1.1.6 : « état des inscriptions délivré par le conservateur des hypothèques »</p>	<p>Titre 7, pièce 1.1.3 : « expédition de l'acte de vente notarié ou administratif revêtu de la mention de la publication au fichier immobilier »</p> <p>Titre 7, pièce 1.1.6 : « état des inscriptions délivré par le conservateur des hypothèques » ou « état-réponse comprenant des copies de fiches, le relevé des formalités publiées et le certificat de dépôt négatif »</p>
Expropriation pour cause d'utilité publique	<p>Titre 7, pièce 1.7.1 : « certificat négatif ou état des inscriptions hypothécaires délivré par le conservateur des hypothèques »</p>	<p>Titre 7, pièce 1.7.1 : « certificat négatif ou état des inscriptions hypothécaires délivré par le conservateur des hypothèques » ou « état-réponse comprenant des copies de fiches, le relevé des formalités publiées et le certificat de dépôt négatif »</p>